

1030, rue Beaubien Est
Bureau 103
Montréal, Québec
H2S 1T4

514 380-8916

secretariat@irec.net

www.irec.net

Allocution de Robert Laplante **Choisir l'imagination entreprenante**

14 avril 2016

Lors du congrès annuel de la Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF) qui s'est tenu les 14 et 15 avril 2016 à Lévis sous le thème « Un avenir à prendre en main », le directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), Robert Laplante, a été invité à prononcer une conférence. Voici le texte intégral de son allocution.

Chers amis coopérateurs, bonjour!

Je voudrais d'abord remercier Jocelyn Lessard d'avoir pensé à moi et de me donner l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui. Jocelyn est un ami et je sais bien qu'il ne me placerait pas dans une situation difficile. Mais je dois néanmoins reconnaître qu'il m'a offert un sérieux défi! Avec un programme aussi riche que celui d'aujourd'hui, avec des conférenciers de ce calibre, c'est toute une tâche, en effet, d'ajouter quelques perspectives, d'élargir l'espace de la réflexion.

J'ai accepté avec une certaine insouciance sans doute, mais je l'ai fait surtout parce que je crois aux vertus de la réflexion collective. Et parce que je sais que les coopérateurs forestiers que vous êtes n'ont jamais hésité à faire ce qu'il fallait pour rester fidèles à leurs idéaux et pour continuer de redire que la forêt est un des plus beaux patrimoines du Québec.

Je l'ai dit et écrit à des centaines de reprises au fil des ans, ce patrimoine, nous n'en tirons pas tous les bienfaits. Le poids de l'Histoire et des circonstances nous a longtemps condamnés à vivre en dessous de notre potentiel. Ce n'est pas le lieu ni le moment de revenir là-dessus, mais il n'est pas inutile de rappeler que vous et vos coopératives êtes la preuve vivante que vous n'avez jamais renoncé à faire plus, à faire mieux et surtout à chercher les voies pour faire autrement.

Le moment est à nouveau propice pour donner au mouvement coopératif forestier un nouvel élan. Le contexte est difficile, vous êtes mieux placés que moi pour le savoir. Mais c'est dans ces moments-là qu'il faut prendre du recul, réévaluer ses forces et faiblesses, renouveler la façon de voir. « Le calcul vaut le travail », disait mon grand-père, qui n'a jamais reculé devant les difficultés de terrain, qui ne s'est jamais laissé ralentir par les fardoques.

C'est le bon moment pour s'arrêter et réfléchir. Mais soyez sans crainte, je ne

vous tiendrai pas le discours de crise. Non pas parce que je préfère les lunettes roses, mais simplement parce que je ne pense pas que cela ne nous ait jamais servi à grand-chose. Quiconque jette un œil sur l'histoire forestière du Québec sait bien que le discours de crise revient avec une telle régularité dans l'évolution de l'industrie qu'il apparaît lui-même bien davantage une manifestation des problèmes qu'une réelle façon de rechercher des solutions.

C'est un fait, l'exploitation des ressources naturelles, et celle de la forêt en particulier, passe inévitablement par des cycles économiques qui affectent les prix, les conditions de travail et de production. Ces cycles durent plus ou moins longtemps, font plus ou moins de dégâts. Et à chaque fois, les prédictions des pessimistes s'opposent aux prévisions des optimistes. Dans un cas comme dans l'autre, les choses nous sont présentées comme si nous devions attendre en spectateurs impuissants, comme si nous n'avions rien appris des causes et des conséquences des épisodes antérieurs.

C'est encore le cas aujourd'hui. Je ne vous demanderai pas de choisir votre camp, ayant moi-même plutôt l'intention de loger ailleurs!

Je sais bien que les temps sont durs. Le secteur papetier campe littéralement sur le bord de la catastrophe irréversible. Presque la moitié des usines ont fermé, des milliers d'emplois sont disparus, les économies locales et régionales sont déstabilisées. Le portrait est sombre. Trop sombre cependant pour qu'on le regarde avec les mêmes vieilles lunettes, sous le même éclairage blafard.

C'est depuis le début des années soixante-dix qu'à chacun des bas de cycle on entend les mêmes explications, qu'on voit poindre les mêmes revendications. C'est ce que j'appelle la litanie des trois lamentations : le coût de la fibre est trop élevé, la voirie devrait être assumée par les contribuables, l'énergie devrait coûter toujours moins cher. Il y a de quoi se réfugier dans les paraphrases du vieil Einstein qui aurait dit qu'on ne sort pas d'un problème en refusant de voir de nouveaux enchaînements des causes et des effets.

Cette trilogie des facteurs ne sert à rien. Du moins à rien d'autre qu'à réaffirmer qu'il faut continuer de faire ce qui pourtant ne marche pas. Si cette litanie revient avec la force d'une incantation, c'est parce qu'elle sert admirablement le refus de penser, la résistance à se remettre en question. Et surtout, le refus d'entreprendre.

Même si je suis le premier à m'en désoler, je ne suis pas surpris de voir ce que je vois, d'entendre ce que j'entends de la part de trop nombreux porte-voix de l'industrie. Je l'ai écrit à plusieurs occasions, l'industrie, le gouvernement et les instances de développement local et régional ont raté leur rendez-vous. Et nous en payons le prix fort aujourd'hui.

Ce n'était pas la première fois que ça arrivait, mais cette fois-là pourrait bien avoir été la fois de trop. Le régime forestier n'a pas livré ses promesses. Les compro-

mis et contorsions auxquels se sont livrées les parties prenantes n'ont pas répondu aux attentes. Loin de là.

La politique de foresterie de proximité, pour ne citer qu'un exemple, a été reléguée aux oubliettes. La Fédération avait pourtant fait ses devoirs et cela aurait pu ouvrir des perspectives très intéressantes pour la coopération comme pour le développement des communautés.

Les difficultés d'aujourd'hui ne sont pas toutes attribuables aux défauts de ce régime, je le sais bien. Mais ce qu'il faut avoir le courage de reconnaître, c'est que les compromis qu'il a fallu faire pour l'adopter ont littéralement plombé les possibilités et les capacités de mobilisation requises pour donner au Québec la foresterie et l'industrie forestière dont nous avons besoin pour une prospérité véritable.

Devant les difficultés qui se sont intensifiées, il fallait réagir d'une seule voix, se rassembler avec une vision partagée – je ne dis pas unanime sur toutes les solutions, mais au moins consensuelle, sur la nature des problèmes et des défis – pour entreprendre la corvée qu'il fallait faire. Cela n'a pas eu lieu.

Et c'est ce qui explique que le Québec a raté un autre rendez-vous. Alors que devant les difficultés de l'industrie automobile ontarienne l'unanimité s'est faite en faveur d'un plan de sauvetage et de relance qui a drainé plus de onze milliards de dollars, le secteur forestier québécois n'aura reçu que des miettes. Il y avait pourtant là non seulement une question de justice fiscale — après tout, les impôts payés par les travailleurs de l'industrie forestière québécoise qui ont perdu leur emploi ont servi à financer la relance ontarienne —, mais aussi un enjeu de renouvellement industriel.

Cela a fonctionné pour l'Ontario. Et au Québec, cela n'a malheureusement pas eu lieu. Il n'y a même pas eu d'efforts véritables de la part du secteur pour que cela arrive. Cette léthargie, cette passivité mollassonne et résignée ont fini d'enfoncer des pans entiers de notre économie dans un marasme affligeant. On peut seulement imaginer ce que des investissements de cette ampleur auraient pu permettre comme repositionnement. Le Québec forestier aurait enfin pu entrer dans le vingt-et-unième siècle.

On peut certainement invoquer plusieurs raisons pour expliquer pourquoi la mobilisation ne s'est pas faite. L'absence de volonté politique était évidente. Le gouvernement du Québec s'est comporté comme un paillason, j'en ai encore honte. Mais s'il a pu se tenir ainsi, c'est en grande partie parce qu'aucune pression réellement efficace n'a été exercée sur lui. Vous le savez, les politiciens il faut souvent leur visser des poignées dans le dos pour les maintenir à la verticale...

La mobilisation ne s'est pas faite parce que l'ensemble du secteur, prisonnier des compromis et de la dynamique qui auront rendu possible l'adoption du nouveau régime forestier, est resté littéralement collé au statu quo. Tous les efforts avaient été

dirigés vers une seule et même intention : continuer de faire la même chose. C'était contraire à l'intérêt général, contraire aux exigences et défis de l'avenir du secteur, mais bien des acteurs estimaient que c'était ce qui était souhaitable à court terme et ils sont parvenus à imposer leur point de vue. L'avenir immédiat leur a donné tort.

Le résultat : le secteur ne se relève pas vraiment, les investissements font cruellement défaut et, surtout, les grandes orientations partagées ne sont toujours pas formulées. De fait, une bonne moitié de l'industrie, cramponnée coûte que coûte au statu quo, plombe les efforts de l'autre. Je vous laisse le soin d'identifier qui plombe qui. Mais il faut se le dire, ce défaut de cohésion, cette absence d'une vision rassembleuse, c'est ce qui explique la situation paradoxale dans laquelle s'enlise le Québec forestier. Il ne manque pas d'initiatives porteuses, mais elles restent dispersées. Elles ne s'articulent pas dans un effort collectif de repositionnement du secteur.

Pendant que la litanie des trois lamentations continue de faire du tapage, les voix porteuses, les voix de l'innovation, les réalisations enthousiasmantes et les appels à la valorisation d'un immense potentiel inexploité ont du mal à se faire entendre. Je sais que vous êtes et que vous voulez rester de ce côté des choses. Le programme du colloque en témoigne.

Pour une fois, le hasard fait bien les choses pour les inventeurs de l'avenir forestier. Il y a une semaine jour pour jour, le gouvernement du Québec rendait publique sa politique de l'énergie. On y trouve bien des vœux pieux et des énoncés d'objectifs ambitieux, mais peu de moyens nouveaux, peu de lignes opérationnelles claires. Un chapitre y reconnaît le rôle clé que devra jouer la mise en valeur de la biomasse forestière dans la réalisation de la transition écologique de l'économie. Ce chapitre vient confirmer le potentiel d'innovation que la Fédération cherche à faire naître depuis plus de quinze ans. Il était temps, il faut tâcher d'en profiter.

Le document gouvernemental ambitionne d'augmenter de 50 % la production de bioénergie d'ici quinze ans. Produire de l'électricité à partir de la biomasse, favoriser la production et la consommation de biocarburants, les intentions restent aussi vagues que généreuses. Encore qu'on peut lire entre les lignes que la politique maintiendra un rôle-clé pour les papeteries, ce qui ne manque pas d'inquiéter.

On ne trouve à peu près rien sur les moyens à consacrer aux objectifs. Rien, par exemple, sur les enjeux de remplacement du mazout par les biocombustibles pour le chauffage résidentiel et industriel, rien sur les façons d'accorder la priorité aux solutions définies sur les circuits courts. Il n'y a guère non plus de grandes avancées sur la mise en valeur du potentiel du bois dans le domaine de la construction et du bâtiment.

Le document n'est pas très bavard non plus sur les moyens qui seront mis en œuvre pour permettre la production et l'approvisionnement local de biocarburants en volume suffisant pour respecter la règle du 5 % de contenu en biocarburant dans l'essence, règle que le gouvernement du Québec s'engage à mettre en vigueur.

Il y a beaucoup de silences dans ce document de politique. Des lacunes majeures s'y cachent. On peut le déplorer et il faudra faire un travail critique pour s'assurer que les choses se fassent correctement. Mais on peut aussi y voir une occasion, un nouveau rendez-vous pour l'ensemble des acteurs du Québec forestier. Il ne faudra pas le rater celui-là : si la coopération forestière ne le fait pas, d'autres le feront à sa place. Et sur la base d'un modèle de développement qui risque de reproduire les mêmes problèmes qui ont mené l'industrie à la situation présente. Il n'y a plus de marge d'erreur : les populations du Québec forestier ont assez souffert, il faut se donner les moyens de faire servir la forêt à la création d'une prospérité durable.

Il appartient d'ores et déjà aux acteurs de la « bonne moitié » du monde forestier de passer à l'offensive, de prendre l'initiative. Il faut combler les lacunes de la politique en s'attaquant à l'élaboration de propositions ambitieuses et audacieuses. Il faut renoncer à la tentation de céder à la facilité des solutions conformistes. Le secteur forestier a trop longtemps souffert d'être dominé par des acteurs réfractaires à l'innovation — mais grands consommateurs de discours sur l'innovation. Le moment est venu de sortir de la psychose de crise. Il faut les laisser à leurs lamentations et mettre l'intelligence ailleurs que dans le rafistolage d'une structure industrielle exténuée, au bout de sa vie utile.

Il est venu le temps de se présenter à ce rendez-vous en faisant une confiance encore plus forte à l'entrepreneuriat collectif. La voie coopérative reste encore et plus que jamais la voie privilégiée de la gestion patrimoniale de la forêt. Il y a une place à prendre, un rôle à jouer dans l'élaboration des stratégies requises pour faire tomber du bon côté des choses les énoncés de principe de la politique de l'énergie. Pour le faire, il faudra travailler à combler les lacunes de la position gouvernementale en insistant sur la nécessaire convergence de la politique de l'énergie avec une politique industrielle forestière audacieuse, sur la nécessaire convergence, également, de ces deux politiques avec des choix vigoureux de développement local et régional.

Il ne reviendra évidemment pas à la seule coopération forestière de faire le travail. Mais il est clair qu'aucune stratégie d'ensemble ne sera vraiment porteuse de développement durable sans que la coopération n'y joue un rôle majeur. La concertation et le travail de délibération collective qu'il faut dès aujourd'hui entreprendre, le monde coopératif peut les susciter, les stimuler et — pourquoi pas ? — les provoquer.

Il n'y aura pas de relance forestière sans que le Québec ne se dote d'un nouveau pacte forestier, sans que ceux et celles qui vivent de la forêt ne trouvent des appuis solides parmi l'ensemble de la population. Cela pourra se faire quand deviendra claire dans l'opinion publique la conviction que l'activité forestière doit être conduite pour la prospérité des communautés qui en vivent et non pas d'abord pour le rendement aux actionnaires lointains ou pour les fonds spéculatifs.

C'est la coopération forestière qui est la mieux placée pour faire valoir ce point

de vue. Ses valeurs, ses pratiques et son potentiel de développement peuvent contribuer à renouveler non seulement le discours, mais aussi les objectifs collectifs à poursuivre en faisant une gestion plus respectueuse du patrimoine forestier. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les défis de l'aménagement, défis qu'il faut faire comprendre et admettre, à la population en général comme à l'industrie et — il faut bien le dire — au gouvernement lui-même.

Parce qu'elles sont enracinées partout sur le territoire, les coopératives témoignent déjà d'une vision du développement local et régional qui pourrait être élargie et plus forte encore. La coopération forestière possède une vue d'ensemble qu'aucun autre acteur de l'industrie ne peut tenir : elle est la seule à relever le défi de concilier les exigences sectorielles avec les ambitions territoriales.

La Fédération a entrepris une tâche importante de valorisation et d'organisation du travail en réseau. Cela va, je l'espère, grandement contribuer à faire émerger une vision renouvelée du potentiel de développement en mettant l'accent sur le caractère structurant d'initiatives pensées non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour leur effet sur la création des filières et leur insertion dans les économies locales. L'approche réseau permet d'aller au-delà du cas par cas, de considérer la valeur des projets autrement que par la seule addition des plans d'affaires.

Les projets en voie d'élaboration en matière de chauffe sont extrêmement porteurs. Il faut continuer de les peaufiner. Il faut surtout travailler à les faire mieux connaître et à renforcer la mobilisation pour que les moyens gouvernementaux soient rendus disponibles. Il faut des crédits pour les programmes. Les succès de Forêt Énergie et du Fonds Biomasse constituent des réussites, des actifs précieux qu'il faut valoriser pour ouvrir l'avenir. Il faut accélérer les projets envisagés pour le Fonds Bois. Il faut aller chercher une part du Fonds vert pour soutenir l'investissement dans les projets porteurs. Il faut inviter les industriels innovateurs à former des regroupements territoriaux — des grappes, si l'on veut — pour mettre de l'avant des revendications communes, pour élaborer des partenariats qui sauront élargir la base entrepreneuriale des communautés locales.

Il faut sortir des sempiternelles incantations sur la deuxième et la troisième transformation. Voilà plus de cinquante ans que ça dure. Le moment est venu de réaliser que ce qui a empêché que ça se fasse, c'est un attachement à une façon de voir et à des façons de faire qu'il faut désormais laisser derrière nous. Ces manières n'ont pas favorisé les investissements et le renouveau technologique. Elles n'ont pas bien soutenu l'entrepreneuriat et n'ont pas davantage contribué à la diversification industrielle requise pour capter le maximum de la valeur ajoutée que l'on est en droit d'attendre d'une ressource aussi fabuleuse que la forêt du Québec.

Le budget du Québec et le récent budget fédéral ont prévu des sommes pour le développement forestier et pour assurer sa participation aux efforts de lutte aux gaz à effet de serre. Elles sont insuffisantes, c'est certain. Mais il faut au moins faire le

nécessaire pour tirer le maximum des possibilités budgétaires offertes.

Il faut, il faut, je m'entends multiplier les « il faut » et je réalise que je devance déjà les réflexions et propositions que vous soumettront les conférenciers. Je voudrais simplement vous redire que l'occasion est trop belle pour céder à la morosité. Le potentiel forestier est immense. Aussi grand en fait que l'imagination entreprenante des acteurs de son développement. La coopération forestière est tout à fait capable de faire bouillir la marmite de l'innovation. À nous tous qui y croyons d'en faire la démonstration.

Bon congrès.